



CAPITAL SOCIAL

par Anne Plasman

Octobre 2004

Rue Coenraets, 66 - B-1060 Bruxelles - Belgique
Téléphone : +32.2.535.06.63 - Télécopie : +32.2.535.03.80
info@fondation-solidarite.be - www.fondation-solidarite.be

Le capital social : une richesse à part entière

a) Le capital social, un nouveau concept

De manière générale, le capital social se définit comme l'ensemble des réseaux, des normes et des valeurs permettant aux individus et aux institutions d'atteindre des buts communs. La notion de capital social a longtemps été ignorée dans l'histoire de la pensée économique. Cet état de fait est clairement mis en évidence par WOOLCOCK (2001) : « *Dans la plupart des grandes théories du développement, les relations sociales ont donc été jugées singulièrement pénibles, exploitantes, émancipatrices ou hors propos* ». Ainsi qu'il s'agisse des théories communistes (« *exploitantes* »), des thèses socialistes (« *émancipatrices* ») ou encore de la vision néoclassique (« *hors propos* »), l'importance du rôle joué par le capital social a été inexplorée. Or pour Woolcock comme pour beaucoup d'autres, le capital social constitue une source de richesse et de bien-être.

C'est dans un premier temps à la science sociale et à Durkheim que l'on doit l'analyse de l'impact des relations sociales sur les individus et les groupes. Dans son ouvrage *De la division du travail social* (1893), Durkheim analyse les relations sociales en distinguant deux formes de solidarités : la solidarité mécanique et la solidarité organique. La solidarité mécanique s'observe dans des sociétés où les individus sont semblables les uns aux autres (que l'élément commun soit l'ethnie, le territoire, la religion...) et où ce sont les mêmes normes, sentiments et valeurs qui sont partagés. La solidarité, engendrée par la ressemblance, se crée naturellement, mécaniquement et caractérise les sociétés traditionnelles. A l'opposé, la solidarité organique provient de la différenciation des individus. Cette dernière s'observe dans les sociétés contemporaines où la division du travail a engendré une différenciation croissante des tâches. La complémentarité des rôles et des fonctions au sein de la société fait que les individus s'unissent les uns aux autres. Un an plus tard, Durkheim complète son analyse des liens sociaux avec son ouvrage *Les règles de la méthode sociologique* (1894) dans lequel il émet l'hypothèse selon laquelle

« les groupes pensent, ressentent et agissent de façon totalement différente que pourrait le faire l'un de ses membres s'il était isolé du groupe »¹. Afin de vérifier ce postulat, l'auteur entreprend une étude sur le suicide et observe effectivement que le taux de suicide est plus faible dans les sociétés présentant une intégration sociale plus forte. Inversement, ce taux est plus élevé lorsque les liens sociaux au sein de la société sont faibles. Bien que le terme de « capital social » n'apparaisse pas explicitement, Durkheim met en évidence cette conscience collective qui pousse les individus à agir dans un but commun.

Près d'un siècle plus tard, le concept de capital social est introduit en science économique et en sociologie. L'économiste Loury² écrit fin des années septante que le contexte social dans lequel un individu évolue exerce une influence importante sur les ressources qu'il pourra investir pour son développement futur et à ce titre il semble utile de saisir ce concept de capital social afin de pouvoir déterminer dans quelle mesure les conséquences de la position sociale d'un individu facilite l'acquisition de capital humain. En sociologie, c'est Bourdieu qui va développer ce concept en tentant d'expliquer la production et la division des classes sociales. Selon ce dernier, le capital social est constitué des relations et réseaux d'entraide mobilisés à des fins socialement utiles et ce dernier, tout comme le capital économique et le capital culturel, permet à l'individu d'améliorer sa situation économique et d'augmenter ou de conserver son pouvoir au sein de la hiérarchie sociale. Son volume sera fonction du réseau de relations que l'individu peut exploiter ainsi que du volume de capital économique, culturel et symbolique des individus auxquels il est relié.³ Il s'agit d'une ressource (et non d'un patrimoine), à la fois propriété individuelle et de groupe. L'accent est mis sur le pouvoir que peut procurer le capital social.

C'est Coleman qui, dix ans plus tard, va réellement introduire la notion de capital social dans la science sociale américaine et en donner une définition. Coleman va en effet mettre en évidence le fait que le principe de la main invisible d'Adam Smith n'est que pure fiction : les individus n'agissent pas indépendamment les uns des autres. Selon ce dernier, le capital social est fonction des structures sociales (organisations de relations entre acteurs) et facilite les actions des

¹ Voir BOUCHARD L., RAY J.-F., LEMYRE L. et GILBERT A. (2002), *Capital social*, CIRCEM et Institut de recherche pour la santé des populations, Août 2002.

² Voir DEFILIPPIS J. (2001), « The Myth of Social Capital in Community Development », *Housing Policy Debate*, Volume 12, Issue 4

³ Voir BOUCHARD L. et al. (2002), *op.cit.*

acteurs au sein de la structure. Ainsi comme toute autre forme de capital, le capital social est productif et permet donc d'atteindre des buts qui en son absence ne pourraient être réalisés. Les formes que peut prendre le capital social sont les suivantes : les obligations et les attentes (réciprocité), le potentiel de l'information (source d'information), les normes et les sanctions effectives (normes sociales), les relations autoritaires (la concentration du capital social en un individu chargé de travailler pour le bien collectif), les organisations sociales pouvant être appropriées (une organisation constituée par des membres pour une raison quelconque mais pouvant être utilisée par d'autres et pour des objectifs différents ou plus larges) et les organisations intentionnelles (organisations créées afin de générer du capital social).⁴ Contrairement à Bourdieu, il considère qu'il s'agit d'un bien public dans la mesure où il ne peut être approprié par un individu et qu'il bénéficiera à l'ensemble des individus (caractère intangible, indivisible et inaliénable), contrairement au capital physique et au capital humain.⁵ Il sera généré par les individus mais de manière non intentionnelle.

La plus large diffusion de ce concept peut être rapportée à Robert D. Putnam qui va donner un essor à la notion de capital social une première fois en 1995, puis une seconde fois en 2000 avec sa publication « Bowling alone » et en faire un nouveau champ de recherche. Pour Putnam, les caractéristiques de l'organisation sociale, comme les réseaux, les normes de réciprocité et la confiance sociale qui en résulte, constituent du capital social. L'importance du capital social réside dans les raisons suivantes⁶. Ce capital permet premièrement aux citoyens de régler des problèmes collectifs plus facilement. Deuxièmement, la confiance qui résulte des interactions sociales permet de diminuer les coûts du business et des transactions sociales du fait de la plus grande coopération et coordination. Troisièmement, le capital social développe des traits de caractère qui sont bénéfiques pour le reste de la société (plus d'empathie, de tolérance...). Enfin, il sert également de canal pour le flux d'information utile qui permet d'atteindre des buts plus facilement et opère aussi à travers des processus psychologiques et biologiques pour améliorer la vie des individus. En conclusion, selon PUTNAM (2001), « *l'idée centrale du capital*

⁴ Voir BOUCHARD L. et al. (2002), *op.cit.*

⁵ Voir VEENSTRA G. (2001), « Capital social et santé », *ISUMA*, Volume 2, N°1, Printemps 2001

⁶ Voir extrait de « Bowling alone : The collapse and revival of America Community » repris dans http://www.infed.org/biblio/social_capital.htm

social est que les réseaux et les normes de réciprocité qui y sont associées ont une certaine valeur », de la valeur pour les individus appartenant aux réseaux mais également pour l'ensemble de la communauté profitant de ses effets externes. Cette valeur créée se traduit en amélioration économique, politique et sociale.

Les grandes institutions comme l'OCDE et la Banque mondiale se sont également intéressées à cette nouvelle notion de capital social. La définition que donne l'OCDE au capital social est directement inspirée de celle de Putnam : « *Le capital social, qui couvre les différents aspects de la vie sociale - réseaux, normes et relations - est ce qui permet aux gens d'agir ensemble, de créer des synergies et de forger des partenariats* »⁷. La dimension centrale est celle de la confiance envers autrui et envers les institutions. Si la conception de l'OCDE est relativement proche de celle de Putnam, celle de la Banque mondiale⁸ est plus large : le capital social se réfère aux institutions, relations et normes qui forment la qualité et la quantité des interactions sociales d'une société. Le capital social n'en est pas juste la somme, c'est la « glue » qui les tient ensemble. Pour FRANCIS (2002), la définition de la Banque mondiale est large parce qu'elle fait appel à deux dimensions : le champs du capital social (micro, mezzo et macro) et à ses formes (structurel et cognitif). Comme Putnam, la Banque mondiale considère que les réseaux sociaux permettent d'augmenter la productivité grâce à la diminution des coûts due à une coopération et une coordination plus faciles. Cependant, elle précise que le capital social peut également induire des effets pervers lorsque des groupes sont isolés ou encore lorsqu'un groupe agit contre l'intérêt collectif (exemple du cartel de la drogue). Si les effets néfastes du capital social ont également fait l'objet de remarques de la part de Coleman ou de Putnam, ils ont été clairement mis en évidence par la Banque mondiale qui va en identifier les différentes sources (voir plus loin).

Ainsi la vision du capital social proposée par les théoriciens américains peut globalement être résumée comme un stock de richesses détenu par la communauté et uniquement formé par l'ensemble des réseaux et normes partagées entre les individus. Or pour Dominique MEDA (2002), « *Pourquoi ne pourrait-on pas développer une approche plus " patrimoniale ", en prenant*

⁷ Voir MEDA D. (2002), *Quelques réflexions sur la notion de capital social*, Place publique, <http://www.place-publique.fr/esp/richeesse/>

⁸ BANQUE MONDIALE, *Social Capital*, <http://www.worldbank.org/poverty/scapital/>

l'expression de capital social à la lettre c'est-à-dire le stock de " richesses " détenu par une société, constitué tout à la fois des " actifs " individuels, matériels et immatériels, de l'intensité des relations nouées entre ces membres et des capacités, productions, actifs...du collectif formé par ceux-ci. Autrement dit, ce capital social serait également constitué de l'état de santé global d'une société (le niveau de soins qu'elle peut dispenser à ses membres), du degré de liberté de ses membres, de l'état des inégalités, du stock global d'éducation, des productions culturelles et artistiques, du capital écologique.... ». Selon l'auteur, cette prise en compte plus large du concept de capital social permettrait d'une part d'envisager la société comme un « tout » disposant également d'un bien propre et d'autre part de rejoindre les réflexions menées dans le cadre du développement humain et du développement durable, théories au sein desquelles la globalité des sociétés est maître mot.

b) Les sources et formes du capital social

Les sources du capital social sont multiples. Elles sont liées à la participation politique et associative active, à la sociabilité informelle entre amis ou encore à la sphère familiale. Selon WOOLCOCK (2001), on doit privilégier les sources du capital social si l'on veut le définir, et non ses conséquences. De ce fait on enlève de la définition la confiance qui en est un résultat.

La Banque mondiale a identifié les sources suivantes⁹ :

- Les familles : il s'agit de la première entité où se forme le capital social, du premier lieu où se tissent les relations. Les parents transmettent à leurs enfants des modèles de comportements relationnels internes et externes. Ce sont également eux qui inculqueront le sentiment de confiance. Par ailleurs, la dynamique familiale encourage la réciprocité et les échanges et le support matériel et immatériel reçu par les membres de la famille encourage la volonté de le transmettre aux autres. De plus, le capital social familial va exercer un impact positif sur le capital humain de l'enfant. Parfois, au contraire, les liens créés dans la sphère familiale l'isolent du reste de la communauté, soit dans le but de le protéger d'un monde extérieur menaçant (cas des ghettos par exemple) mais effaçant par là toute possibilité d'y remédier par la coopération entre les différentes

⁹ Voir le site de la Banque mondiale, *op.cit.*

- familles, soit dans le but de garder les fruits d'une activité économique en main (exemple de la mafia).
- Les communautés : la qualité, la quantité et la persistance des interactions sociales entre voisins, amis ou membres de groupes ou d'associations génèrent du capital social. Ces relations sociales constituent un filet de sécurité informel utile, particulièrement important pour les pauvres qui doivent compenser le manque ou l'absence de capital humain et/ou physique. La confiance entre les membres d'une communauté peut réduire les problèmes de violence, augmenter les opportunités d'emplois par le biais des réseaux informels, améliorer l'accès à la santé ou à l'éducation. Néanmoins, certaines communautés formées sur base de capital social fort peuvent exclure les nouveaux entrants, exercer des pressions sur les individus ou encore être nuisibles les unes envers les autres (cas par exemple des communautés ethniques) ou envers la société.
 - Les entreprises : le bon fonctionnement d'une entreprise nécessite un minimum de coordination, de coopération, de confiance, de but commun. C'est dans ce cadre qu'elle est source de capital social. Ce capital social permet à la firme de diminuer les coûts de transaction, de gagner de l'efficacité en temps et en information. Le capital social se crée à plusieurs niveaux : à l'intérieur de la firme, entre les firmes, entre les secteurs et à l'intérieur de la société (où se crée l'environnement qui sera favorable ou pas au développement du secteur privé). Néanmoins, des effets nuisibles à la société peuvent en résulter : les exemples les plus probants sont ceux de la corruption, du népotisme ou de la constitution de cartels.
 - La société civile : elle se compose de groupes et organisations, formels et informels, qui agissent indépendamment de l'état et du marché pour promouvoir des intérêts divers. La construction de ces groupes engendre nécessairement du capital social puisque la confiance et la volonté de coopérer sont des éléments essentiels, à la fois au sein des groupes et entre les groupes. La société civile permet donc d'atteindre des buts communs, de donner une assurance sociale informelle et d'engendrer le développement économique lorsque l'état est faible. Elle peut également

- être source d'effets pervers si un membre du groupe perd son autonomie par le fait même d'appartenir à ce groupe ou d'effets négatifs si le groupe poursuit des intérêts qui sont néfastes pour l'ensemble de la société.
- Le secteur public : l'état et ses institutions jouent un rôle central pour le bon fonctionnement et le bien-être de toute société. A nouveau, le capital social se crée à plusieurs niveaux : à l'intérieur de la bureaucratie (entre les employés), à l'intérieur des structures mêmes du secteur public et entre le secteur public et les citoyens. Le capital social engendré entre ces différentes entités est source d'efficacité pour le secteur public et donc de bon fonctionnement pour l'ensemble de la société. Par contre, la forte concentration de capital social au main de certains bureaucrates ou politiciens peut à l'opposé nuire à l'efficacité du système.
 - L'ethnicité : toute relation ethnique constitue un capital social puisqu'il s'agit de partager des valeurs communes. L'ethnicité est une construction sociale qui influence la manière de croire et de se comporter. Ce capital social peut engendrer le développement de micro-entreprises ethniques ou encore faciliter l'immigration de nouveaux venus. Néanmoins, il peut être à la base de conflits raciaux lorsqu'il existe plusieurs groupes ethniques n'entretenant aucune relation sociale.
 - Le genre : le genre est également une construction sociale qui place la signification au niveau de l'identité sexuelle. Il semblerait que les réseaux d'hommes soient plus formels car souvent reliés à l'emploi par rapport aux réseaux féminins souvent plus informels. Cette construction sociale peut également être nuisible lorsque le capital social qu'elle engendre se traduira par l'exclusion de l'autre sexe.

En identifiant les sources du capital social, la Banque mondiale a également mis en évidence les effets bénéfiques qu'il pouvait engendrer sur le développement économique, humain et social. Ce point sera développé dans la section suivante. Par ailleurs, comme énoncé précédemment, elle en a également dégagé les effets néfastes.

GLAESER (2001) a également analysé les sources du capital social en partant d'une approche individuelle : c'est l'accumulation du capital social au niveau individuel qui va engendrer du capital social pour la collectivité. Il importe donc d'analyser la formation de ce capital au niveau individuel pour en comprendre

les facteurs déterminants. C'est dans le cadre de cette réflexion que Glaeser va construire un modèle théorique de formation du capital social¹⁰. Il trouve à l'aide de son modèle que :

- plus les individus sont susceptibles de se déplacer, moins ils investiront dans du capital social. En déménageant, les individus perdront en effet l'investissement consenti jusque là ;
- l'acquisition foncière favorise l'investissement en capital social puisque les individus établis durablement dans une communauté auront un incitant à s'y investir et généreront par là du capital social ;
- l'investissement en capital social augmente en début de vie et décroît lorsque les individus sont à un âge avancé, les bénéfices de cet investissement devenant trop faibles par rapport aux coûts;
- les individus travaillant dans des emplois à vocation sociale investissent plus dans le capital social. Donc si le milieu professionnel constitue une source de capital social, cela est d'autant plus vrai si ce milieu relève du social ;
- il existe un lien très fort entre capital social et capital humain. Pour l'auteur, ce lien peut être interprété de la manière suivante : l'apprentissage scolaire engendre une assimilation des compétences sociales puisqu'on y apprend à se comporter en communauté (la classe), à coopérer avec ses camarades ou encore à se comporter face une personne représentant l'autorité (le professeur en l'occurrence). Le milieu scolaire constitue donc une source de capital social ;
- l'hétérogénéité ethnique et linguistique est négativement corrélée avec l'accumulation du capital social. Deux explications sont fournies : les individus auront moins tendance à joindre une organisation s'il font face à de la discrimination ; ou encore la coordination nécessitée pour l'accumulation du capital social est rendue plus difficile du fait des différences. L'auteur souligne que cela « *insinue de manière troublante que les communautés homogènes peuvent présenter des avantages* ». Cette affirmation est également discutée par la Banque mondiale. Notons

¹⁰ Pour ce faire, il va se baser sur le modèle théorique de formation du capital humain.

que d'autres études ont montré que la diversité est source de capital social. Au contraire, plus la société est composée de migrants ou encore plus la distance culturelle est grande, plus la participation et la confiance sont importantes¹¹.

Suite à cette construction théorique d'accumulation du capital social au niveau individuel, Glaeser va insister sur le rôle joué par l'état et plus spécifiquement en matière de politique d'éducation et de politique de non discrimination puisque ces deux facteurs semblent avoir un impact déterminant sur l'accumulation du capital social.

Le rôle des institutions publiques comme source de capital social est largement discutée dans la littérature consacrée au capital social. COTE (2001) écrit à ce sujet que si l'état peut effectivement constituer une source de capital social notamment en permettant de palier les effets négatifs des forces de marché et en créant un contexte favorable au développement durable du capital social et à son accès à tous, son intervention excessive peut également défavoriser l'investissement en capital social « *en supprimant (sans le vouloir) les obligations et les liens inhérents à l'initiative privée ou au bénévolat, ou entraîner un appauvrissement de la confiance et de l'engagement* ». En fait, la pluralité des sources du capital social implique qu'aucune entité ne peut être responsable à elle seule de l'accumulation de ce capital social. Il s'agit à l'opposé d'une responsabilité partagée nécessitant un partenariat entre les diverses parties que sont les marchés, les institutions publiques et la société civile. Ce n'est que dans ce cadre qu'on pourra concilier les préoccupations économiques et sociales dans un but de répartition équitable. Pour WOOLCOCK (2001), il est important de tenir compte du contexte institutionnel afin de comprendre les sources du capital social. La création de réseaux organisés peut prendre place dans le cadre d'un vide institutionnel afin de pallier aux manques engendrés par ce vide ou alors prendre place parce qu'il existe une forte complémentarité avec les institutions publiques. Sur le sujet précis de l'exclusion sociale, l'auteur précise que s'il y a intervention de l'état, elle doit s'accompagner d'un partenariat avec la société civile et donc qu'il faut « *un effort articulé « de haut en bas » et « de bas en haut »* ».

¹¹ Voir les études recensées par BEAUVAIS et JENSON (2002), *Social Cohesion : Updating the State of the Research*, CPRN Discussion Paper N°F|22, May 2002.

Outre la distinction qui peut être faite entre les différentes sources de capital social, on peut aussi en distinguer les formes. En effet, le capital social est un bien hétérogène : il en existe plusieurs types et chacun de ces types revêt son importance. PUTNAM (2001) illustre ces différentes formes en distinguant d'abord le capital social formel du capital social informel : le premier type relève par exemple d'une organisation nationale ou d'un syndicat dont les structures comprennent un conseil d'administration, un président ; le second type à caractère informel s'illustre par exemple par une réunion de personnes dans un bar tous les jeudis soirs ou encore de manière plus extrême par le signe de tête que l'on peut échanger avec une personne que l'on croise occasionnellement au supermarché. Chacune de ces deux formes de capital social peut engendrer des gains.

Putnam établit ensuite une différence entre les liens externes (bridging, qui font le pont) des liens internes (bonding qui unissent des égaux). Les liens externes issus de relations nouées en dehors du cercle restreint, entre couches sociales sont des liens faibles mais beaucoup plus riches en information ou en opportunités nouvelles. Ils permettent d'évoluer. Ils sont plus utiles que les liens internes qui relient les individus à leurs proches, qui renforcent les identités et groupes homogènes et qui sont donc qualifiés de forts, d'intenses. Ils ont pour objet de se ressourcer ou de se reconforter. MEDA (2002) conclut sur cette différenciation de la manière suivante « *Le capital social qui unit (bonding) agit comme une " colle " sociologique, le capital qui relie (bridging) agit comme un " lubrifiant " sociologique* ».

Enfin, WOOLCOCK (2001) distingue trois types de capital social : le capital social affectif (relations avec les proches) et le capital social relationnel (relation avec des amis plus éloignés, des collègues...) qui sont qualifiés de liens horizontaux et le capital social à nature verticale qui concerne « *le lien entre les différentes couches sociales* ». L'existence de différentes combinaisons de ces trois types de capital fait qu'il existe une multitude de résultats associés au capital social et que le capital social revêt une composante dynamique de sorte que les combinaisons changent avec le temps.

c) Capital social et bien-être

Comme évoqué plus haut, PUTNAM (2001) a mis en évidence le lien étroit qu'entretiennent capital social et bien-être. En se basant sur une analyse

économétrique s'appliquant aux différents Etats américains, Putnam trouve en effet que le capital social est un facteur principal de progrès du bien-être au niveau :

- de l'éducation : le développement des enfants est selon lui fortement influencé par le capital social. Ce capital acquis au sein de la famille, de l'école ou de communautés plus larges a énormément d'impact sur leurs choix et opportunités et de ce fait sur leurs comportements et développement. Sur base de régressions multidimensionnelles, Putnam affirme que le lien entre capital social et performance scolaire est beaucoup plus important que celui qui relie la performance sociale aux budgets alloués aux écoles ou au ratio professeurs/élèves. Il est intéressant de constater ici que le capital social est supposé exercer une influence positive sur l'éducation mais que l'inverse semble également vrai d'après l'analyse de ses sources par la Banque mondiale puisque l'école constitue une source de capital social. En fait il s'agit de deux types de capital se complétant. A ce titre, COTE (2001) relève plusieurs résultats montrant : que l'apprentissage scolaire est facilité par l'existence de relations sociales entre parents, élèves et professeurs ou par l'existence d'une communauté solide ; que l'éducation peut engendrer des compétences et valeurs favorables à la coopération et à la participation sociale ; qu'elle peut également avoir un impact positif sur la confiance, la collaboration, l'engagement réciproque et la cohésion sociale ;
- de la santé : le fait d'adhérer à un groupe diminuerait le risque de mourir l'année suivante de moitié et à deux groupes par quatre. BOUCHARD et al. (2002) ont également relevé ce lien à travers l'examen des différentes études consacrées à ce sujet ;
- de la sécurité : les aires publiques à forte densité de capital social sont plus propres, plus agréables et plus sûres. Cette relation est également mise en avant par la Banque mondiale (voir supra). Selon Putnam, les facteurs risques tels que la pauvreté ne sont pas aussi significatifs et aussi forts que la faiblesse du capital social pour expliquer le taux de meurtre ;
- de la prospérité économique : pour l'OCDE (2001b), le capital social influence positivement la croissance économique car plus de coopération

- et de confiance engendrent une meilleure productivité, de plus grandes opportunités d'emploi ou de promotion sociale. Les bénéfices sont à la fois individuels et collectifs. On peut également concevoir que le capital social exerce un impact positif sur l'économie par l'intermédiaire de son effet sur le capital humain ou encore sur la santé ou la sécurité. Putnam relève de son côté que les inégalités économiques sont plus faibles dans les états où le capital social est élevé. De plus, il permet de compenser certains désavantages socio-économiques. Cette vision est également partagée par la Banque mondiale (voir supra) ;
- d'une manière plus générale du bonheur : il semblerait que le bonheur croisse avec le capital social. Putnam trouve ce résultat sur base de quatre questions posées aux individus sur l'évaluation de leur propre bonheur.

D'une manière générale, l'augmentation de bien-être provient du fait que les relations fréquentes engendrent un consensus sur les normes, une amélioration de la coordination, de la coopération et de l'information et en conséquence une augmentation de la confiance mutuelle. La relation entre bien-être et capital social a aussi été démontrée par OSBERG et SHARPE (2000) ou encore par l'OCDE (2001b), pour qui le capital social exerce un impact positif sur la qualité de vie, tels que l'amélioration de la santé, l'accroissement du bonheur, la diminution de la délinquance, le bien-être des enfants. De même, en reprenant les résultats de plusieurs études microéconomiques (basées sur des ménages et sur des communautés), WOOLCOCK (2001) trouve que l'élément commun est que les « *les gens les mieux branchés sont plus susceptibles d'être logés, en santé, au travail et heureux. Plus spécifiquement, ils ont plus de chances d'obtenir des promotions rapides, de recevoir de meilleurs salaires, d'obtenir une évaluation favorable de leurs pairs, d'être plus assidus au travail, de vivre plus longtemps et d'être plus efficace dans l'exécution des tâches qu'on leur confie* ».

Pour finir et mettre un bémol à l'ensemble de ces résultats, WILLMS (2001) éclaire sur la difficulté de mesurer l'impact du capital social sur les aboutissements sociaux.

Conclusion

Le capital social est donc un capital inhérent aux relations sociales que nouent les individus entre eux. « *En règle générale, on définit le capital social comme un ensemble de réseaux, de normes et de valeurs qui contribuent à aider les divers acteurs et institutions à atteindre des objectifs communs. Quant à la confiance, on la considère comme un aboutissement* »¹². Cependant, il n'existe pas de réel consensus. A titre d'exemple, FRANCIS (2002) observe que le capital social :

- contient des éléments cognitifs (normes, valeurs...) et/ou structurels (organisations, réseaux...);
- peut être considéré comme une propriété individuelle ou une propriété collective ;
- peut se rapporter à des niveaux micro, mezzo, macro (la dernière approche étant la moins développée)
- peut être relatif à des relations horizontales ou verticales ou encore « bridging », « bonding » ou « linking » ;
- peut être de type formel ou informel.

Relativement au deuxième élément, on observe en effet que pour certains auteurs, le capital social constitue une propriété collective et non individuelle car il ne peut être appropriable puisque résultant des relations que nouent les individus entre eux (voir NOLL, 2002). Pour d'autres, le capital social est en partie un bien public et en partie un bien privé parce qu'il procure des bénéfices à la fois au niveau individuel et au niveau collectif (voir COTE, 2001).

Le fait qu'il existe plusieurs niveaux d'analyse du capital social comme le relève Francis provient de sa nature multidimensionnelle, et donc de la multiplicité de ses sources. En partant du niveau micro et en évoluant vers le niveau macro, ces sources peuvent être : la famille, les écoles, les communautés locales ou les communautés formées sur base du sexe, de l'ethnie..., les entreprises, les institutions publiques, nationales ou supranationales.

¹² Voir : COTE S. (2001), « La contribution des capacités humaines et sociales », *ISUMA*, Volume 2, N°1, Printemps 2001

On pourrait encore ajouter à la liste de Francis que le capital social est parfois cause, parfois conséquence. C'est par exemple le cas de sa relation avec le capital humain dont le sens de la relation est soit indéterminé, soit double. Pour PONTHEUX (2004), la multiplicité des définitions du capital social relève justement du sens et de la façon dont sont combinés les composantes de ce capital.

En analysant la littérature relative à l'impact du capital social sur les développements économique, humain et social, on observe que ses effets sont largement positifs. La Banque mondiale a néanmoins bien mis en évidence dans l'analyse de ses sources que des effets néfastes ou pervers pouvaient résulter de ce capital social. Souvent, c'est l'absence de lien vertical qui engendrera ces effets négatifs.

L'analyse des sources du capital social et de son impact a mis également en évidence le fait qu'il est l'affaire de chacun mais que l'Etat joue un rôle primordial non seulement en tant que source mais également en tant que médiateur ou stimulant à l'investissement.

Enfin on conclura avec SCHULLER (2001) pour qui malgré l'inexistence d'une définition commune du capital social et de la problématique de son évaluation, il existe au moins quatre raisons de ne pas rejeter cette notion, voire de pousser son exploration :

- Elle exige une vision plus large que les concepts économiques utilisés jusqu'ici et qui ne peuvent être dissociés des contextes de relations sociales dans lesquels ils s'insèrent. Le capital social permet ainsi de compléter les instruments existants d'analyse des politiques.
- Le concept introduit celui de la cohésion sociale. En effet, l'augmentation du capital humain ne garantit pas la cohésion sociale si cette augmentation s'assortit d'une répartition inégale. L'analyse des relations sociales permet de mettre cette dynamique en évidence.
- Le concept de capital social implique une perspective à plus long terme car il nécessite un processus lent. La reconnaissance de valeurs communes, la confiance... ne sont pas des phénomènes qui arrivent subitement.



- Il introduit une dimension morale : « c'est la qualité des relations de chacune des unités sociales qui détermine le caractère durable ».